



Organisation des Nations Unies

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCREDI 26 AVRIL 2017

Charles Antoine Bambara : *Mesdames, mesdemoiselles et messieurs, membres de la presse, auditeurs de Radio Okapi, bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies.*

- **Activités des composantes de la MONUSCO**
- **Activités de l'Equipe-pays**
- **Situation militaire**

Activités composantes de la MONUSCO

Section Conduite et Discipline :

Dans le cadre de la nouvelle politique adoptée par le nouveau Secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres, la Division de l'Information publique en collaboration avec la section Conduite et Discipline de la MONUSCO vous fera le point, une fois par trimestre, de l'état au sein de la Mission des cas d'abus et exploitation sexuels s'ils existent. Et si un cas sérieux venait à subvenir nous vous ferons dès la conférence de presse suivante un point sur l'état de l'enquête et sur la gestion effective de ce cas par la section Conduite et Discipline.

Ainsi, la section Conduite et Discipline de la MONUSCO (CDT) a, depuis le début de l'année 2017, recensé 5 cas liés aux abus et exploitation sexuels.

Il est à rappeler que la politique de tolérance zéro est appliquée dans les cas d'abus et exploitation sexuels (SEA), ce qui veut dire que chaque cas rapporté est pris très au sérieux et fait l'objet d'une évaluation et le cas échéant, sera suivi d'une enquête.

Ces différents cas se répartissent de la manière suivante : du 1^{er} janvier à ce jour, un Observateur militaire (MILOB) de Kisangani qui a une paternité avec une victime mineure – l'enquête est en cours avec OIOS qui est le service des Enquêtes internes des Nations Unies – la victime est prise en charge par UNICEF – Deux cas impliquent des internationaux à Kinshasa et dont l'enquête est en cours par OIOS – les victimes prises en charge par UNFPA.

Deux autres cas concernent des militaires Sud-africains à Goma et à Mysafi. Leur pays a déjà envoyé une équipe d'enquêteurs qui sont arrivés en RD Congo le 17 avril dernier et a commencé le travail.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tel. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Il faudrait préciser que d'autres informations reçues sont en cours d'évaluation, et impliquent des personnels de la Police et des militaires respectivement du Sénégal, de l'Uruguay et de l'Afrique du Sud. Une mise à jour se fera lorsque nous aurons des éléments complémentaires.

Il est à préciser que les personnes impliquées dans les cas d'abus et exploitation sexuels sont toutes suspendues de leurs fonctions, et les procédures de rapatriement sont en cours pour les personnels en uniforme dès que les enquêtes le permettent.

A noter que la Mission continue les activités de sensibilisation de son personnel et s'assure que toute personne travaillant aux Nations Unies est informée de la politique de tolérance zéro et risques auxquels elle s'expose en s'engageant dans un comportement de cette nature. Les victimes sont prises en charge par nos partenaires des Nations Unies, notamment le FNUAP et l'UNICEF, et des mesures de restriction et de contrôle interne sont renforcées.

En outre, un travail considérable est en train de se faire avec la collaboration des communautés vulnérables qui sont proches des bases où la Force de la MONUSCO est déployée, afin de protéger et décourager les femmes et les enfants qui ont tendance à aller vers les agents de la MONUSCO pour un quelconque service. Des réseaux de dénonciation et de prévention sont activés dans ces zones et en particulier à Mavivi, Butembo, Lubero, Sake, Goma, Bujovo, Munigi, Bunia, Kavumu, Kalemie, Mwenga, Uvira, Bukavu.

Egalement, nous comptons travailler avec la Police locale dans les localités afin de s'assurer du renforcement de leurs capacités pour la prise en charge des plaintes et rapports en relation avec des faits d'atteintes et/ou d'exploitation sexuelles.

Section Protection de l'enfant :

Du 10 au 21 avril 2017, la section Protection de l'enfant de la MONUSCO a répertorié 49 cas de violations graves des droits de l'enfant dans le contexte du conflit armé qui a cours en RDC, particulièrement dans le Kasai Central (16), Nord-Kivu (21) et Ituri (12). Soit quatre par jour, c'est en moyenne le nombre d'enfants victimes des effets néfastes du conflit armé en RDC, au vu des chiffres de la période considérée.

Environ 27 garçons âgés de 13 à 16 ans ont été séparés des groupes armés Mayi-Mayi Nyatura (10), CNRD (quatre) UPDI/ Mayi-Mayi Mazembe (trois), FDLR-FOCA, FRPI, Mayi-Mayi Simba, Kamuina Nsapu (deux chacun), Rahiyia Mutomboki et FDLR-RUD (un chacun). Parmi les 27 enfants séparés des groupes armés, la Section dénombre six cas de nouveaux recrutements qui ont été perpétrés dans la période de janvier à février 2017. Huit filles âgées de 10 à 17 ans ont été victimes de viol dans la province de l'Ituri. Les responsables sont les éléments des FARDC (sept) et du FRPI (une).

Durant la période considérée, la Section a également pu vérifier des cas de violations des droits de l'enfant commis au mois de mars 2017, dans la communauté de Nganza au Kasai Central. Il s'agit du meurtre de 13 enfants (huit garçons et cinq filles) âgés de cinq à dix-sept ans par des éléments des FARDC. Ces meurtres se

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

sont produits au cours des affrontements entre des membres des forces de défense congolaises et des éléments de Kamuina Nsapu qui utilisent les enfants comme bouclier humain. En outre, un centre de santé a été cambriolé par les éléments des FARDC.

Le sort des enfants est très préoccupant en raison, entre autres, de la détérioration de la situation sécuritaire dans la région du Kasai, depuis août 2016. Les parties en conflit sont vigoureusement appelées à faire cesser toutes les violations et exactions commises contre les enfants. La section Protection de l'enfant prie les groupes armés de libérer immédiatement et sans condition les enfants qui se trouvent encore dans leurs rangs et de respecter le droit international humanitaire ainsi que les droits de l'enfant. Par ailleurs, la Section rappelle que les personnes responsables de violations graves des droits de l'enfant rendront des comptes devant les instances de justice compétentes.

Information publique :

Le 25 avril, la MONUSCO a remis une ambulance médicalisée à l'Hôpital de référence d'Erengeti en territoire de Beni. La cérémonie de remise s'est déroulée en présence du ministre provincial de la Santé du Nord-Kivu, de l'Administrateur du territoire de Beni et d'une centaine d'habitants d'Erengeti.

Cette ambulance médicalisée, d'une valeur de quarante-cinq mille dollars américains (USD 45 000) va permettre d'évacuer, dans les meilleurs délais, les malades vers l'Hôpital de référence d'Erengeti, quelles que soient les conditions de route.

Rappelons que la MONUSCO a soutenu la réhabilitation et l'approvisionnement en médicaments de l'Hôpital de référence d'Erengeti qui avait été incendié dernièrement lors d'une attaque par des présumés éléments de l'ADF, le 29 novembre 2015, durant laquelle plus de 10 civils avaient été tués, ainsi que 7 FARDC et 1 soldat du maintien de la paix.

Information publique :

Protection des civils : la MONUSCO réunit les communautés en conflit dans le groupement de Bijombo en territoire d'Uvira pour trouver les voies et moyens de mettre fin aux affrontements interethniques qui secouent cette partie de la RDC. Vendredi 21 avril, Bavira, Banyamulenge, Bafuliru, Banyindu, Babembe et Barundi se sont retrouvés autour de la MONUSCO pour analyser les causes des conflits récurrents qui ensanglantent ce Groupement, et surtout de voir ensemble comment y mettre fin.

On retiendra qu'à l'issue de presque 5 heures de discussions, une Déclaration de cessation des hostilités a été signée par toutes les parties. Reste maintenant à voir si cette entente sera appliquée, vu les nombreuses ramifications régionales et politiques que revêt ce conflit, dont le dernier épisode du début de ce mois a occasionné l'incendie de 200 maisons, fait 1 900 sans-abris, 5 morts et de nombreux déplacés....

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Parmi les points saillants de cette Déclaration, on retiendra que les Communautés en conflit : s'engagent à cesser toute hostilité à Bijombo et à « pacifier leur Entité martyrisée par des conflits sans précédent » ; demandent le retour dans leurs pays d'origine de tous les groupes armés étrangers ; sollicitent les Nations Unies et OCHA en particulier à venir en aide aux personnes sinistrées ; demandent aux autorités de diligenter une enquête dans un bref délai pour dégager les responsabilités des uns et des autres dans ces conflits à répétition...

Concluant les travaux, le Chef du Sous-bureau de la MONUSCO-Uvira a enjoint les participants à joindre l'acte à la parole pour arrêter enfin le cycle infernal de la violence. La MONUSCO a redit sa disponibilité à accompagner toute initiative qui va dans le sens de la paix et de la réconciliation communautaire.

Lutte contre l'insécurité à Uvira :

Dans le cadre des Projets de réduction des violences communautaires la MONUSCO a lancé un gigantesque chantier de réhabilitation du stade de l'Unité à Uvira, au Sud-Kivu.

C'était vendredi dernier [21 avril]. D'un coût global de 90 956 dollars américains, ce projet vise à « offrir une seconde chance dans la vie » aux jeunes issus de forces et groupes armés qui avaient déposé les armes ; des jeunes qui pour la plupart, se retrouvent souvent sans (véritable) assistance, malgré que certains soient passés par Kitona ou Kamina dans le cadre du Programme national de démobilisation, désarmement et réinsertion (PN-DDR).

Grâce à cette source de revenus certes temporaire, mais qui leur permettra d'avoir de quoi subvenir à leurs besoins, la MONUSCO fait le pari que ces jeunes ne seront pas tentés de retourner dans ces groupes armés.

L'autre pari de la MONUSCO est la diminution de l'insécurité dans la Cité d'Uvira, à travers ce projet qui va employer quelque 100 ouvriers, dont au moins 55% issus des forces et groupes armés. Les travaux qui ont déjà démarré sont exécutés par Caritas ; ils vont durer entre 4 et 6 mois.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Activités de l'Equipe-pays

UNICEF : 1,5 million d'enfants affectés par la crise dans le Grand Kasai en République démocratique du Congo

Plus de 1,5 million d'enfants, dont 600 000 enfants déplacés, sont affectés par la crise dans le Grand Kasai en République démocratique du Congo (RDC).

Selon les estimations du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (l'UNICEF): 2 000 enfants sont utilisés par les milices dans la région touchée ; au moins 300 enfants ont été grièvement blessés dans la violence ; plus de 4 000 enfants ont été séparés de leurs familles.

Ce constat amer a été fait à l'issue de la visite du Docteur Tajudeen Oyewale, Représentant ad intérim de l'UNICEF en RDC dans la région touchée.

La violence a également eu un impact dévastateur sur les systèmes d'éducation et de santé dans la région. Plus de 350 écoles ont été détruites. Dans la province de Kasai Central, un centre de santé sur trois n'est plus fonctionnel, ce qui met la santé et la survie des enfants en danger.

À moins que la situation ne s'améliore rapidement, l'UNICEF estime que les six millions d'enfants - l'ensemble de la population d'enfants des trois provinces du Kasai – sont en danger.

Cette agence onusienne a assuré la libération de 384 enfants détenus ou retenus dans les Kasai, précédemment utilisés par les milices. Elle a également élargi sa réponse d'urgence dans la région, par le biais des projets ciblant 173 000 personnes en santé, nutrition, protection, éducation, eau et assainissement et articles ménagers essentiels.

L'UNICEF réitère son appel à toutes les parties au conflit afin de garantir le respect des droits des enfants.

L'UNICEF lance également un appel de fonds. À ce jour, l'organisation n'a reçu que 3,5 millions de dollars américains des 20,6 millions de dollars américains nécessaires pour répondre à la crise du Grand Kasai.

FAO : 800 000 dollars américains pour renforcer les moyens d'existence des réfugiés sud-soudanais et des communautés d'accueil. C'est l'appui accordé à la RDC par le Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies

Depuis octobre 2016, la FAO apporte une assistance humanitaire aux réfugiés sud-soudanais dans la localité de Doruma, territoire de Dungen situé dans la province du Haut-Uélé. Les communautés d'accueil reçoivent également un appui afin de réduire le risque de tensions et de renforcer leurs capacités de résilience.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre du plan de réponse humanitaire de la RDC visant à améliorer les conditions de vie des personnes affectées par la crise. L'action de la FAO vise à améliorer la sécurité alimentaire de 2 000 ménages de réfugiés sud-soudanais et de 1 000 ménages hôtes de la localité de Doruma, soit au total environ 15 000 personnes, avec une attention particulière aux ménages gérés par des femmes.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

La stratégie globale d'intervention est basée sur la politique d'intégration des réfugiés dans les communautés d'accueil, en se concentrant sur une stratégie de protection intégrée combinant l'aide d'urgence et l'autonomisation à travers une approche communautaire.

Toutes les activités sont soutenues par un accompagnement technique de proximité à travers le déploiement de champs en couloir, et l'apprentissage aux bonnes pratiques agricoles. Des séances de sensibilisation nutritionnelles et de cohabitation pacifique sont également organisées en faveur des bénéficiaires et d'autres membres de la communauté.

PNUD :

Remise hier mardi 25 avril aux autorités locales du Territoire de Rutshuru des ouvrages construits et d'autres réhabilités par le Projet de « Stabilisation dans l'Est de la RDC à travers un Programme conjoint des Nations Unies pour la réintégration des enfants associés aux forces et groupes armés. Il s'agit entre autres du pont Kilabu jeté sur l'érosion du même nom qui menaçait les maisons de la cité de Kiwanja et coupait la cité en deux.

Il s'agit également des hangars et d'un entrepôt communautaire des produits agricoles du marché de Rutshuru afin de permettre aux petits vendeurs d'exercer leur travail dans des meilleures conditions.

Une route de desserte agricole pour l'évacuation des produits agricoles et un centre de formation professionnelle de l'INPP équipé pour la jeunesse font également partie du lot d'infrastructures construites.

Ce projet conjoint exécuté par l'UNICEF, le PNUD, le PAM et l'ONUFEMMES est financé par le Japon à hauteur de 4 millions de dollars américain. Il bénéficie de la collaboration du Gouvernement congolais à travers l'Institut de Préparation professionnelle (INPP) et la Représentation spéciale du Chef de l'Etat en matière des violences sexuelles.

Ce projet a beaucoup contribué à la consolidation de la paix et à la réinsertion sociale des enfants anciennement associés aux groupes armés ainsi que d'autres vulnérables de la communauté par la création de 1005 emplois temporaires.

Une trentaine des femmes ministres, députées et leaders des organisations de la Société civile des provinces du Kasai Oriental ; Kwilu et Tshopo se sont réunies à Kinshasa pour renforcer leurs capacités en matière de leadership.

Pendant 3 jours, elles ont appris les techniques de négociation et de plaider pour une transformation sociale positive des conditions de vie des hommes et des femmes; les Stratégies de positionnement des femmes et la participation politique face aux traditions et stéréotypes.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordinatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org- tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

A l'issue de ces travaux elles ont saisi l'occasion de la révision de la loi électorale pour demander la suppression pure et simple de l'alinéa 4 de l'article 13 de cette loi et l'introduction d'une contrainte du rejet de la liste des candidats ne contenant pas les noms des femmes comme le prescrit à l'alinéa 3 de l'article 13 de la loi électorale en vigueur.

Elles ont également recommandé la concrétisation de la recommandation du Conseil Economique et Social des Nations Unies (ECOSOC) sur le mécanisme de quotas proposée à la Conférence Régionale Africaine sur les femmes qui s'est tenue en novembre 1999 à Addis-Abeba en Ethiopie.

PAM :

Le Programme Alimentaire Mondiale se prépare pour le 2eme cycle de distribution des vivres à Nyanzale le 27 avril prochain pour servir 24 943 personnes déplacées. Rappelons ici que la première distribution a eu lieu au mois de mars. Et dans le cadre de la prochaine visite à Goma du Sous-Secrétaire général des Nations Unies et Coordonnateur de Secours d'urgence, une équipe OCHA voudrait préparer un film de plaidoyer humanitaire durant la période du 25 au 28 avril à Nyanzale.

Dans la semaine du 24 au 30 avril, le PAM planifie des distributions de vivres pour répondre aux urgences dans les territoires de Beni, Rutshuru et Masisi avec un total de 571 MT à distribuer à plus de 68 000 personnes très vulnérables à l'insécurité alimentaire dans les localités de Mutwanga, Lume, Rugets, Masambo et Kalemia-Kasindi à Beni, Nyanzale, Kibirizi et Jomba dans le Rutshuru et Katale dans le Masisi.

OCHA : Les acteurs humanitaires lancent un appel de 64,5 millions de dollars américains pour une urgence complexe dans la région du Kasai

Cet appel a été lancé par le Coordonnateur Humanitaire, le Docteur Mamadou Diallo hier mardi 25 avril 2017. Les 64,5 millions de dollars devront répondre aux besoins humanitaires urgents de 731 000 personnes pour les six prochains mois dans la région du Kasai. Cette région en proie à des affrontements depuis août 2016 entre l'Armée congolaise et un groupe de milices locales.

Selon Mamadou Diallo, la crise du Kasai est une grave crise de proportions massives dans un pays qui connaît déjà l'une des urgences humanitaires les plus récurrentes au monde. Les acteurs humanitaires sont confrontés à un nouveau défi qui nécessite des ressources supplémentaires pour répondre aux besoins de milliers de personnes déplacées et de familles d'accueil, étant donné que leurs capacités actuelles sont dépassées.

A ce jour, plus d'un million de personnes se sont déplacées dans la foulée des violences qui ont commencé au Kasai Central et qui affectent les provinces voisines de Kasai Oriental, Lomami et Sankuru. Ces violences ont entraîné la mort de civils et des graves violations des droits de l'homme.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Une réponse efficace exige que de nouveaux fonds soient alloués étant donné que les acteurs humanitaires ne peuvent se permettre d'en dégager de leurs opérations actuelles dans les provinces de l'Est pour soutenir la crise du Kasai.

Le coordonnateur humanitaire a, cependant, reconnu que le faible niveau de financement actuel en faveur du plan de réponse 2017 est une cause majeure de préoccupation. Près de cinq mois après son lancement, le Plan 2017 n'a reçu que 66 millions de dollars américains, représentant moins de 10% de l'appel global de 748 millions de dollars américains.

Situation militaire

(Par le Colonel Serge Haag, porte-parole militaire de la MONUSCO)

La situation sécuritaire **dans la ville-province de Kinshasa**, ainsi que dans les autres provinces situées **dans la partie occidentale de la République Démocratique du Congo (RDC)**, a été jugée calme durant la semaine écoulée.

Dans les provinces situées au Centre de la RDC, notamment le **Kasai**, le **Kasai Central** et le **Kasai Oriental**, elle demeure fragile et imprévisible, du fait d'activités négatives et de tensions interethniques perpétrées par des miliciens Kamuina Nsapu.

Dans la province du Kasai, des activités négatives perpétrées par la milice Kamuina Nsapu ont été rapportées pendant la période sous examen.

Le 18 avril 2017, des miliciens ont attaqué la localité de Mai-Munene, incendié la station d'une radio locale et pillé des biens de valeur.

Le 19 avril 2017, des rapports concordants ont fait état d'affrontements entre les communautés Lulua-Luba et Tshokwe-Pende dans la localité de Mungamba, située à 30 kilomètres à l'Est de Tshikapa, au cours desquels vingt (20) ressortissants Tshokwe-Pende ont été tués.

En effet, la communauté Tshokwe-Pende se considère autochtone dans la région et accuse l'autre, Lulua-Luba, de soutenir la milice Kamuina Nsapu.

La Force de la MONUSCO fournit l'escorte et la protection aux Sections substantives afin d'assurer la protection des civils et le respect des droits de l'homme.

A cet effet, le 19 avril 2017, une mission conduite par une équipe de la MONUSCO a été déployée dans la localité de Tshikapa, située à 75 kilomètres au Nord-est de Kamonia, dans le but d'évaluer la situation sécuritaire et celle des droits de l'homme.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordinatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Des interactions ont été faites à ce sujet avec le Conseil provincial de sécurité, le Gouverneur, les autorités judiciaires et des représentants de la société civile.

Dans la province du Kasai Central, la MONUSCO continue de fournir des efforts significatifs, en vue de mettre un terme aux exactions perpétrées contre les populations civiles et aux violations des droits de l'homme.

Ainsi, le 19 avril 2017, en réponse aux allégations sur les attaques et des exécutions sommaires, une équipe de la MONUSCO composée de membres du Bureau des Droits de l'Homme, de Sections substantives et de la Police onusienne, a mené une mission de vérification dans la commune de Nganza, à Kananga.

Dans la province du Kasai Oriental, la semaine sous examen a été marquée par plusieurs redditions dans les rangs de la milice Kamuina Nsapu.

Ainsi, le 21 avril 2017, onze (11) miliciens Kamuina Nsapu se sont volontairement rendus auprès des autorités locales basées dans la localité de Miabi, située à 105 kilomètres à l'Est de Kananga.

Dans les provinces de Haut et de Bas-Uélé, la situation sécuritaire a été marquée par des exactions liées aux kidnappings et meurtres perpétrés par des éléments résiduels de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), et des braconniers.

Les 16 et 17 avril 2017, des éléments de la LRA ont tendu des embuscades à quatre (04) motocyclistes et kidnappé dix-sept (17) individus sur les axes Bangadi-Doruma et Masombo-Bangalu, dans les régions situées respectivement près de la localité de Babe (17 kilomètres au Nord de Bangadi), et à 11 kilomètres au Nord de Masombo.

Toutefois, les Forces coalisées FARDC-MONUSCO, poursuivent avec détermination leurs activités militaires dans ces deux provinces, afin de neutraliser toutes les forces négatives et d'assurer la protection des populations civiles.

En Ituri, les Forces congolaise et onusienne, en alerte maximale, ont repoussé des éléments du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), ayant perpétré des viols et pillages dans les localités de Bavi, Songoza, Soke, Kapalay, Ruzinga Mudogo et Aveba.

Le 22 avril 2017, des patrouilles conjointes FARDC-MONUSCO déployées rapidement dans la localité de Kisanola, située à 5 kilomètres au Sud-ouest de Bukiringi, ont repoussé des éléments du FRPI ayant tendu des embuscades contre les populations civiles dans la région.

Au Nord-Kivu, la situation sécuritaire a été jugée relativement calme dans plusieurs territoires de la province, mais est demeurée volatile dans le territoire de Rutshuru, suite à l'activisme des éléments du groupe Mayi-Mayi Mazembe, et ceux des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR).

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Dans le territoire de Rutshuru, le 22 avril 2017, afin d'appuyer les Forces de Défense congolaises engagées dans des opérations contre des éléments des FDLR, des troupes d'intervention rapide de la MONUSCO ont été projetées dans la région de Ruhara, à 7 kilomètres au Nord-est de Kiwanja.

Au chapitre des redditions dans la province, du 19 avril 2017 à ce jour, seize (16) éléments en provenance des groupes armés, se sont rendus aux troupes des Forces congolaise et onusienne déployées dans la province.

Il s'agit de : **sept (07) du groupe Mayi-Mayi Mazembe et deux (02) du groupe Mayi-Mayi Nyatura, six (06) des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) et un (01) du groupe Mayi-Mayi Nduma Défense du Congo (NDC)-Rénové.**

Au Sud-Kivu, la situation sécuritaire marquée par quelques cas de kidnappings dans la localité de Kamombo, située à 23 kilomètres au Nord-est de Minembwe, est cependant demeurée sous le contrôle effectif des Forces congolaise et onusienne pendant la période sous examen.

Au Tanganyika, la situation sécuritaire a été dominée par les conflits interethniques entre les communautés Luba et Twa.

Les unités de la Force de la MONUSCO déployées dans cette partie du pays continuent d'apporter leur soutien aux Forces de Défense et de Sécurité congolaises, engagées dans la lutte contre les milices de deux communautés précitées, la restauration de l'autorité de l'Etat et la protection des populations civiles.

Enfin, la Force de la MONUSCO a maintenu un très haut niveau de patrouilles armées, de jour comme de nuit, et a fourni plusieurs escortes, soit pour évacuer des civils blessés, soit au bénéfice d'Organisations Non Gouvernementales (ONG), pendant la période sous examen.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04